



## Décision individuelle n° 371/2022

*Pétitionnaire : Association communale de chasse agréée de Chantelouve*  
*Adresse : chez Mr Monsieur Raymond FAURE - La Chalp – 38740*  
*CHANTELOUVE*  
*Localisation : Sentier lac du Vallon*  
*Nature de la demande : Autorisation de passage des chasseurs*  
*Dossier suivi par : C. BOURGEOIS / E. BOITHIOT / PH PEYRET*

### Le Directeur de l'établissement public du Parc national des Écrins,

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L331 4-1 ; L331 4-2 et R331-67 ;

**Vu** la loi n°2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

**Vu** le décret n°2009-448 du 21 avril 2009 pris pour l'adaptation de la délimitation et de la réglementation du Parc national des Écrins et notamment ses articles 9 et 10 ;

**Vu** le décret n°2012-1540 du 28 décembre 2012 portant approbation de la Charte du Parc national des Écrins fixant les modalités d'application de la réglementation dans le cœur (MARCoeur), notamment son MARCoeur n°13 ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 23 février 2007 arrêtant les principes fondamentaux applicables à l'ensemble des parcs nationaux, notamment ses articles 3 et 4 ;

**Vu** l'arrêté du Directeur n°345/2013 du 1<sup>er</sup> juillet 2013 relatif à la circulation des chasseurs en cœur de parc national des Écrins ;

Considérant la demande du 20 juin formulée par Monsieur Faure Raymond, Président de l'ACCA de Chantelouve ;

Considérant que pour se rendre et quitter certains territoires de chasse situés hors du cœur, les passages des chasseurs avec armes, gibiers tués hors du cœur et chiens de chasse, ne peut se faire qu'en empruntant un secteur ou itinéraire situé dans le cœur du parc national des Écrins ;

Considérant que la demande est à ce titre susceptible de répondre à un des cas d'autorisation possibles définis par la modalité 13 d'application de la réglementation dans le cœur ;

### Décide :

#### Article 1 : Identité du pétitionnaire – Nature de la demande

**Les membres de l'ACCA de Chantelouve**, représentés par son président Monsieur Faure Raymond, sont autorisés, aux conditions définies dans les articles suivants, **à circuler à pied uniquement sur la portion du sentier du lac du Vallon qui permet de franchir le passage dit « des Lauzes » (du bas des dalles jusqu'à la marque blanche où les chasseurs doivent quitter le sentier)**, dans le cœur du parc national des Écrins, sur la commune de Chantepérier, avec le gibier tiré en dehors du cœur du Parc, pour se rendre ou quitter leur territoire de chasse.

#### Article 2 : Prescriptions

La présente décision est délivrée sous réserve du respect des prescriptions suivantes :

1- les chasseurs qui emprunteront ce secteur devront avoir :

- les armes non chargées,
- les fusils cassés,
- les chargeurs et culasses des carabines démontés et dans le sac,

- 2- les chasseurs devront se soumettre aux contrôles éventuels des agents du Parc national, s'assurant du respect de cette décision et vérifiant de leur appartenance à l'ACCA de Chantelouve,
- 3- fournir avant l'ouverture de la chasse, au chef de secteur de l'Oisans/Valbonnais, la liste des sociétaires ainsi que le règlement interne que vous avez adopté pour la campagne de chasse 2022-2023,
- 4- le Président de l'ACCA est chargé d'apporter toutes les informations relatives à cette décision auprès des sociétaires de façon à ce qu'il n'y ait aucune contestation possible sur le terrain.

#### **Article 3 : Durée**

La présente décision est délivrée à partir du 11 septembre 2022 et pour toute la période de chasse au chamois 2022 – 2023.

#### **Article 4 : Mesures de contrôle**

La mise en œuvre de la présente décision peut faire l'objet de contrôles mentionnés à l'article L.170-1 du code de l'environnement, par les agents de l'établissement public du parc national des Écrins ou les agents commissionnés et assermentés compétents en la matière.

#### **Article 5 : Autres obligations**

Cette décision n'exonère pas des autres autorisations requises par la réglementation en vigueur dans le cœur du parc national. Il ne se substitue pas aux obligations du bénéficiaire vis-à-vis des autres réglementations en vigueur.

#### **Article 6 : Sanctions**

Le non-respect de la présente décision ou d'une disposition prévue par le code de l'environnement ou la réglementation du parc national, expose le bénéficiaire à des sanctions administratives et des poursuites judiciaires.

#### **Article 7 : Publication**

La présente décision sera notifiée et publiée au recueil des actes administratifs de l'établissement public du parc national des Écrins (cf. : <http://www.ecrins-parcnational.fr/actes-administratifs>).

À GAP, le 29/06/2022

Le directeur du Parc national des Écrins



Pierre COMMENVILLE

**Copie** : Secteur du Valbonnais

La présente décision peut être contestée par recours gracieux auprès de l'autorité qui la délivre, par envoi recommandé, dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Elle peut également être contestée, dans le même délai devant le Tribunal administratif territorialement compétent.